

QUESTION 8

Votre programme comporte-t-il tout autre enjeu ou tout autre plan dont vous désirez nous faire part ou nous dévoiler et que si élu, votre gouvernement souhaiterait présenter et mettre de l'avant, et lequel, selon vous, comporterait un intérêt pour le personnel policier canadien de première ligne ?

Réponse du Parti conservateur du Canada :

Depuis 2006, le gouvernement du Premier ministre Harper a accordé une priorité politique principale au renforcement des lois relatives à la justice pénale ainsi qu'à la disposition accordant une plus grande autorité et plus de ressources aux services de police et aux autres organismes dévoués à l'application des lois.

Une panoplie de mesures législatives ont été adoptées visant à obliger les contrevenants et les contrevenantes, plus particulièrement les récidivistes, à rendre compte de leurs actes. Une loi a également été adoptée pour soutenir les services de police et offrir des outils supplémentaires tels que la base nationale de données sur les délinquants sexuels et l'amélioration de l'accès aux mécanismes pour obtenir des preuves lors d'enquêtes de crimes sérieux. Ces mesures ont été complétées par l'octroi de financement pour aider l'embauche de plus d'agents et d'agentes au sein de la GRC ainsi que l'embauche de policiers et de policières municipaux. L'annexe ci-jointe détaille à cet effet, les différentes mesures législatives introduites depuis 2006.

S'il était réélu, le gouvernement du Premier ministre Harper continuerait d'accorder une priorité aux questions relatives à la justice pénale et déposerait un projet de loi comportant des mesures supplémentaires visant spécialement les auteurs(es) de délits graves et les récidivistes commettant des crimes graves ainsi que les délinquants les plus dangereux et les délinquantes les plus dangereuses. Ces mesures introduiront une peine obligatoire d'emprisonnement à vie sans possibilité de libération

conditionnelle pour ceux et celles qui commettent des meurtres les plus haineux, d les meurtres planifiés et délibérés de policiers, de policières et du personnel en milieu correctionnel.

Ni le parti du NPD de Thomas Mulcair non plus que les Libéraux de Justin Trudeau se sont opposés à la plupart de ces initiatives et nous pouvons prévoir qu'ils voudraient soit les abroger ou qu'ils abandonnent les défis juridiques dérivants, tout en cherchant à la fois à faire remuer l'équilibre dans le système de justice pénale afin de réduire l'importance de responsabiliser des auteurs(es) de délits graves et les récidivistes commettant des crimes graves et au lieu, accorer la priorité à la réhabilitation, une notion grandement indépendante des antécédents criminels du contrevenant ou de la contrevenante ou de la nature de leurs crimes.

Réponse du Nouveau parti démocratique du Canada:

Le 19 août 2015, Tom Mulcair a annoncé qu'un gouvernement néo-démocrate travaillerait de concert avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés des Premières nations afin d'octroyer un financement stable et pluriannuel permettant d'atteindre un objectif de 2 500 nouveaux policiers et nouvelles policières de première ligne pour patrouiller nos rues et assurer une sécurité en permanence. Nous rétablirons le Fonds de recrutement de policiers que les Conservateurs se sont dépêchés d'abolir à la suite de l'élection en 2011— ce faisant, laissant des communautés canadiennes dans l'impossibilité d'avoir la force policière nécessaire et adéquate – et nous investirons 250 millions de dollars au cours des quatre prochaines années. Ce financement sera suivi, par la suite, d'une enveloppe permanente de 100 millions de dollars par année. Le NDP est d'avis qu'investir dans le personnel policier de première ligne nous permettra d'avoir un impact positif en matière de sécurité publique.

Réponse du Parti libéral du Canada :

Comme l'indiquent nos réponses précédentes, un gouvernement libéral investira de façon substantielle pour veiller à ce que nos agents de sécurité publique, y compris les policiers, bénéficient du respect et des soins qu'ils

méritent en qualité d'agents de la paix. Nous avons déjà pris des engagements substantiels à l'endroit des agents de sécurité publique – notamment la création d'une prestation nationale de dédommagement des agents de la sécurité publique d'un montant de 300 000 \$, indexée annuellement, l'investissement de 1,6 million de dollars par année dans la recherche et le sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd, et l'adoption d'un plan d'action national sur le trouble de stress post-traumatique – et nous continuerons de travailler avec les agents de sécurité publique, y compris avec votre organisation, pour cerner vos besoins permanents.

Nous nous sommes également engagés à prendre d'autres initiatives qui affecteront votre milieu de travail. C'est ainsi qu'un gouvernement libéral rendra le logement plus abordable. L'accès à des logements sécuritaires, adéquats et abordables est essentiel si nous voulons bâtir des familles solides, des collectivités fortes et une économie vigoureuse. Les libéraux ont un plan afin de rendre le logement plus abordable pour ceux et celles qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les aînés, les personnes handicapées, les familles à revenu moindre, de même que les Canadiennes et les Canadiens qui travaillent sans relâche pour rejoindre les rangs de la classe moyenne.

Un gouvernement libéral rétablira le rôle clé du gouvernement fédéral dans le logement abordable en investissant dans une stratégie nationale globale sur le logement, laquelle comprend les mesures suivantes :

- accorder la priorité aux nouveaux investissements majeurs dans les logements abordables et les résidences pour personnes âgées dans le cadre d'un investissement historique de presque 20 milliards de dollars sur dix ans dans les infrastructures sociales;
- offrir des incitatifs fiscaux de l'ordre de 125 millions de dollars pour augmenter l'offre de logements locatifs partout au Canada et effectuer des rénovations majeures aux logements déjà existants;
- financer la construction de nouveaux logements locatifs abordables destinés aux Canadiennes et aux Canadiens à revenu moyen ou faible;

- dresser l'inventaire de tous les terrains et immeubles fédéraux inoccupés pour déterminer lesquels pourraient être adaptés, et offrir ceux-ci à bas prix pour que soient construits des logements abordables dans les communautés où il existe un besoin criant;
- actualiser le régime d'accession à la propriété de telle sorte qu'un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens puissent financer l'achat d'une maison;
- procéder à la révision des prix des maisons dans les marchés à prix élevés – tels que Vancouver et Toronto – pour que les Canadiennes et les Canadiens vivant dans ces régions puissent devenir propriétaires.

Réponse du Parti vert du Canada :

Le Parti vert encourage une approche pratique au système de justice pénale pour s'attaquer aux causes profondes de la criminalité. Les Verts comprennent que la vraie justice et la vraie sécurité ne peuvent exister indépendamment de notre contexte social et culturel. Nous sommes engagés à aborder et à régler les causes sous-jacentes de la criminalité – la pauvreté, le racisme et les inégalités – tout en s'assurant que les contrevenants et les contrevenantes soient traités impartialement par un réseau réglementaire de justice proportionnelle. Le personnel policier de première ligne est non seulement des agents et des agentes de l'application des lois; ils sont également identifiés comme des leaders, des éducateurs et des éducatrices et leur voix est reconnue de façon notable en matière de sécurité dans nos communautés. Toutefois, ils sont trop souvent contraints à livrer des services tertiaires relevant de champs de compétence pour lesquels ils sont ni équipés ni formés, par exemple, de fournir des services d'urgence de santé mentale et d'accomplir des interventions de sensibilisation dans les collectivités isolées. Nous croyons qu'un gouvernement responsable doit d'avoir une vue d'ensemble et des politiques bien intégrées telles qu'un revenu de subsistance garanti, un élément influant de prévention de la criminalité et de protection efficace de nos communautés.

Le Parti vert soutient également les agents et les agentes de la GRC d'un océan à l'autre du Canada, ainsi qu'une GRC professionnelle se conformant aux plus hautes normes de conduite et commandant le respect de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes. À cette fin, les députés Verts octroieront plus de financement à la GRC dans le but de former les nouvelles recrues, de fournir le meilleur équipement de protection possible aux agents et aux agentes et de garantir qu'ils soient toujours secondés par une équipe de renfort lors de rencontres hasardeuses avec des contrevenants violents ou des contrevenantes violentes. Nous nous assurerons que la GRC soit libre de toute interférence politique et nous instaurerons des politiques dans le but de renforcer les normes de conduite au sein de l'organisation.

Les initiatives vouées à la prévention de la criminalité doivent également établir un équilibre entre les objectifs nationaux et les réalités locales. Le système de police communautaire est une ressource inestimable en plus d'être un élément déterminant de toute stratégie efficace de prévention de la criminalité. Les municipalités ont besoin du soutien financier et des investissements de la part du gouvernement fédéral pour permettre l'expansion des services de police communautaire et assurer que leurs corps policiers reflètent adéquatement la diversité de la population canadienne.

En conclusion, le concept de communautés sécuritaires, fortes et vibrantes est le cœur même de la vision du Parti vert pour le Canada. Nous nous engageons pour une gouvernance responsable visant à protéger notre pays ainsi que nos concitoyens et nos concitoyennes canadiens. Cet engagement façonne notre approche pour lutter contre la criminalité, rendre justice, réduire la récidive et protéger les frontières canadiennes. Le Parti vert est un parti politique aux solutions pragmatiques. Nous nous démarquerons des discours exagérés et de la partisanerie du Parti conservateur, deux éléments ayant caractérisé les actions malencontreuses et préjudiciables de leur administration. Il est grandement temps de corriger les problèmes et de présenter une approche équilibrée visant à influencer et trancher sur des enjeux complexes de justice pénale.